

Politique Au PS, Moissonnier veut devenir « mordant »



Philippe Moissonnier dévoile sa stratégie pour les prochains mois.

RENTREÉE

→ Le secrétaire de la section socialiste de Lunel tente une nouvelle fois de politiser les débats

Ce n'est pas parce que l'on est représenté par un seul conseiller municipal dans l'opposition que l'on ne va rien dire. Philippe Moissonnier, secrétaire de la section du PS de Lunel, qui se désespère du manque de politisation du débat dans la ville, a tenté hier d'en apporter la preuve. « Un seul représentant du PS au conseil municipal certes, mais qui, en comptant 80 cartes, nous permet d'être le premier parti de la ville. » Et de dévoiler sa stratégie pour les mois à venir. Sur deux axes. Expliquer et projeter les décisions nationales au niveau local (CQFD, politiser le débat) et pourfendre ce qu'il estime être du « mépris et l'agressivité » de la part du maire de Lunel à l'égard de l'opposition municipale.

Respect de la place de la voix de l'opposition dans le bulletin municipal, suivi des dossiers (annonce de la création d'une association de défense des usagers de l'eau à Lunel) et des travaux (vérification du respect des normes sur tous les chantiers de voirie...). « Nous allons devenir

mordants et s'il est nécessaire d'aller au tribunal pour faire respecter la loi, nous le ferons chaque fois que nécessaire », conclut ce paragraphe Philippe Moissonnier.

Dans cette année 2009-2010 politique, avec les régionales en ligne de mire, le candidat à la candidature pour représenter le Lunellois aux élections régionales (il soutient Eric Andrieu) entend lancer les débats. Sur la taxe carbone : « La Ville de Lunel a un important parc automobile gazoil, avance-t-il. Que compte faire la mairie ? Le maintenir, augmenter les impôts, diminuer le service public ? Le grenelle de l'environnement : « Quid pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ? Deviendra-t-elle incitative ? continuera-t-on d'incinérer. On entend tout et son contraire actuellement. » La suppression de la taxe professionnelle. : « Dans le flou actuel, quelles sont les pistes étudiées par la communauté de communes du Pays de Lunel ? Ponctionner sur la fiscalité des ménages en re-instaurant une part de taxe d'habitation et de foncier propre à la communauté de communes ? » Sans parler du comité local Sauvons La Poste dans lequel le PS participe aux côtés des syndicats et autres partis politiques "de gauche".

Pour une partition à plusieurs voix. ●

Ch. GAYRAUD

Alzheimer Une nouvelle asso pour soutenir les familles

« Les aidants ont besoin de parler, ils portent ça tout seul et s'épuisent. Ils ont besoin d'être entourés. » Danielle Bruguier sait de quoi elle parle. C'est à partir de sa propre expérience qu'elle a décidé de créer, il y a un an, l'association SFA en Pays de Lunel (Soutien aux familles de patients atteints de la maladie d'Alzheimer).

Hier, la Journée mondiale Alzheimer a permis à l'association de mieux se faire connaître. Quatre bénévoles ont accueilli dans leurs locaux, espace Vauban, des familles de malades en quête d'écoute et d'informations.

« On va démarrer des groupes de parole la semaine prochaine, ici, à Vauban. Il y a une vraie demande à Lunel. » Autre projet : l'accueil des malades par une animatrice pendant les permanences destinées aux aidants. Et plus



Danielle Bruguier, bénévole.

tard : des interventions à domicile pour prendre le relais et soulager les familles. ●

► Permanences : mercredis et jeudis 14 h 30-18 h et sur rendez-vous. Espace Vauban, 04 67 71 67 97.

TÉLÉGRAMME

Où emprunter des livres à Lunel ?

En attendant l'ouverture de la médiathèque intercommunale, avenue des Abrivados (prévue en 2010), la bibliothèque municipale assure un service minimum. Des ouvrages ont été transférés du premier étage au rez-de-chaussée.

Attention, l'accueil du public ne s'effectue que les mercredis, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, et les samedis de 9 h à 12 h. Jusqu'au 19 décembre. Les inscriptions et le portage des livres sont toujours possibles. Place des Martyrs-de-la-Résistance. Tél. 04 67 87 83 95.

Entreprise Pure impression, pionnier environnemental

Pure impression inaugure, vendredi à Mauguio, ses nouveaux locaux. L'occasion de démontrer l'étendue de son engagement tant au niveau social qu'environnemental.

Une démarche débutée en 2004. A cette époque, Marise Dematte, dont le frère, Nicolas, est le PDG, prend les rennes du marketing et de la communication au sein de l'entreprise familiale. « Je venais d'Autriche, j'étais sensibilisée aux problématiques environnementales. » Résultat, à l'heure où certains habillent leur façade d'un mince vernis écologique, Pure impression récolte aujourd'hui le fruit d'une politique ayant touché en profondeur l'organisation même de la société.

« On a commencé à recycler nos déchets à 99 %, puis on est allé plus loin. On a été la première imprimerie à faire notre bilan carbone. Puis on a associé nos fournisseurs. On essaye aussi de sensibiliser nos clients en les incitant à adapter leurs formats, à rationaliser l'encre ou à réduire le grammage. » Un effort mené en étroite partenariat avec le WWF et l'Adem.

Le transfert de l'activité, cette année, à Fréjorgues est, dans un nouveau bâtiment HQE de 4 800 m² en est une étape supplémentaire. 2 000 m² de panneaux photovoltaïques sur le toit, système de pompe à chaleur, isolation thermique renforcée, bureaux ajourés et spacieux, détecteur de présence pour la lumière, air renouvelé toutes les



L'entreprise familiale s'affirme aujourd'hui comme le leader de l'impression verte et responsable en France.

trois heures, ateliers équipés de capteurs de bruits, presses de dernière génération. Autant d'exemples de cet engagement exemplaire.

« Nous avons des salariés considérés, formés. On favorise l'évolution interne. Et on est sensible à l'insertion des handicapés, qui représentent 12 % de notre masse salariale », attestent également d'une approche humaine tout aussi poussée.

Pour autant, de tels choix axés sur le développement durable sont-ils rentables ? Marise Dematte n'en doute pas. Chiffres à l'appui. « Très vite, on s'est rendu compte que ce

qui était un coût chez nous, le traitement des déchets, pouvait devenir une ressource. Plaques, bois, encres, feuilles triées... En 2008, la revente

« Ce qui était un coût chez nous est devenu une ressource »

de nos déchets nous a rapporté 110 000 €. » Quant à l'énergie photovoltaïque produite, elle est revendue et permet de chauffer cent familles. Les mil-

lions d'euros investis ont en outre été financés, pour partie, par l'Europe, la Région et le Département.

« Notre engagement, on a voulu aussi le prouver en obtenant des normes exigeantes et rigoureuses telles que la certification forestière internationale FSC avalisée par Greenpeace, la norme d'excellence européenne ISO 14001 ou le label print environnement, précise Marise Dematte. On voulait se positionner comme le leader de l'impression verte et responsable en France. Maintenant on peut le dire et le démontrer. » ●

Frédéric AMADON

Un engagement social affirmé

Empreinte écologique, bien-être des salariés. Deux aspects d'une même préoccupation que Marise Dematte conjugue au-delà même des murs de l'entreprise. A l'ima-

ge de commerciaux roulant en voiture hybride ou de salariés pratiquant le covoiturage. « On aménage les horaires pour faciliter sa mise en place. »

Sur les 3 000 m² du nouveau siège, vont ainsi être installés des ruches, sous le contrôle de la chambre départementale de l'agriculture.

Des jardins solidaires vont également y être créés en partenariat avec l'association Cité Cap. « C'est une des rares associations à avoir com-

pris que l'on ne peut pas réintégrer quelqu'un s'il est psychologiquement détruit. »

Marise Dematte a enfin créé, en mai, un nouveau groupement - So Eco - dont l'objectif est de partager les bonnes pratiques. Y sont réunies une vingtaine d'entreprises de la région. « Chacun doit parrainer et accompagner une jeune entreprise. Aller voir ce qui se fait de mieux ailleurs en France. Et favoriser le partage d'expériences. »

Résultat, dans un secteur industriel en crise, confronté à la dématérialisation de la communication imprimée, l'entreprise a affiché en 2008 plus de 9 M € de CA et un résultat bénéficiaire. Cette même année, Pure impression a remporté un marché sur deux sur les cinquante-quatre auxquels elle a répondu.

Une réussite qui ne laisse pas indifférent en plus haut lieu : Chantal Jouanno, la secrétaire d'État à l'Écologie, devrait venir en octobre visiter l'entreprise familiale. ●

Grogne Votez pour défendre service public et postiers !

Il souffre, il souffre notre courrier... Et les postiers ne veulent pas être privatisés.

Alors ce soir, à 18 heures, le comité local de lutte contre la privatisation de La Poste (créé il y a un an) se réunit salle Vauban, à Lunel. Une date qui n'a pas été choisie par hasard puisqu'aujourd'hui a lieu une grève nationale de tous les services de La Poste. Un mouvement qui devrait engendrer des perturbations à Lunel, où les employés prévoient une mobilisation « costaud » avec un déplacement à Montpellier.

« Dès que des capitaux privés entrent, les conséquences sont immédiates, explique Patrick Dhainaut, responsable de l'union locale de la CGT. La qualité du travail s'en ressent, des emplois sont supprimés et les tarifs augmentent pour les usagers qui deviennent des clients. C'est le pro-



Patrick Dhainaut, responsable CGT, et des postiers lunellois : en lutte.

fit qui est recherché et la satisfaction des actionnaires. L'exemple immédiat est celui de France Telecom. »

L'objectif de la réunion de ce soir est d'étendre la mobilisation et le débat, à l'ensemble des usagers de La Poste à partir du tissu syndical, asso-

ciatif et même politique. « Nous allons préparer la consultation nationale qui aura lieu auprès de la population le 3 octobre prochain. A Lunel, les postiers distribueront des bulletins de vote devant La Poste mardi 29 septembre. Et le collectif fera de

même sur le marché jeudi 1^{er} octobre », poursuit Patrick Dhainaut. C'est ainsi aux usagers de prouver leur attachement à un service public de proximité.

A Lunel, le préavis de grève national se double d'un appel local. Hervé Arocas, représentant du personnel, explique : « Depuis février, on subit une réorganisation du travail mise en place sans concertation. On a assigné La Poste au tribunal qui nous a donné raison. On nous a promis trois postes, mais il va y avoir appel. »

Ah, la belle époque du facteur avec qui on blague chaque matin... Non, aujourd'hui, c'est « douze secondes par boîte aux lettres » et des tournées pas toujours assurées en fonction des effectifs. Les citoyens qui le souhaitent peuvent assister au rendez-vous de ce soir. ●

Mélissa ALCOLÉA